

ECHO

Journal d'Information des
Militants CGT de l'Allier

Flash



Le Congrès c'est parti ...



UN CHANGEMENT DE CAP, ÇA URGE !

S
O
M
M
A
I
R
E

- Une : Photo
(Propriété
Didier Ciancia)
- P2 : Editorial
- P3 : Actualité
départementale
- P4 : Processus
d'actions
- P5 : Réforme
Inspection du
Travail
- P6 : Préparation
Congrès UD
- P7 : Formations
syndicales
- P8 : Info Polival
Pub

Et bien voilà ! Celle là fallait oser. « 20 000 demandeurs d'emplois en moins enregistrés en octobre 2013. »

Le chômage reculerait faisant fi de la casse industrielle, des plans sociaux à répétition, des largesses accordées au Patronat pour déréglementer le contrat de travail, flexibiliser l'emploi et accélérer les procédures de licenciements.

Info ou intox ? Le hic c'est que seule la catégorie A est prise en compte et lorsque l'on rassemble les chiffres de l'ensemble des catégories, c'est une progression significative des demandeurs d'emploi qui impacte cette fin d'année tant sur le plan national que sur notre département de l'Allier.

Le paradoxe, car il y en a un, c'est que les renoncements gouvernementaux tels l'éco taxe vont encore aggraver la situation économique du Pays en pesant sur sa fiscalité et par cascade sur l'emploi public. Des patrons transporteurs routiers s'excitent et créent des synergies avec des élus réactionnaires, les artisans embrayent et ensemble, entraînent dans leur sillage des salariés certes « fortement mécontents » mais surtout « fortement instrumentalisés ».

« Bonnets rouges et blanc bonnets » vous diront certain. Pour autant, drôle d'époque que celle qui se traduit par des difficultés pour mobiliser sur la question de la sauvegarde des retraites, alors même que des salariés d'entreprises en difficultés trouvent l'énergie d'aller manifester avec leur patron jusqu'à en faire tomber, en toute impunité, les grilles des Préfectures.

Pendant ce temps là, cinq militants Roannais de la CGT étaient sommés de donner leur empreinte ADN comme des criminels de la pire espèce. Fort heureusement, le rapport de force développé en solidarité a permis d'obtenir, en date du 17 décembre, la relaxe de nos camarades. Surtout ne boudons pas cette victoire qui démontre nos capacités à peser sur des dossiers prépondérants.

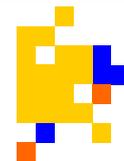
Elle doit nous donner confiance pour les échéances à venir et notamment dans la préparation et la réalisation de la journée d'action interprofessionnelle initiée par la CGT le 6 février 2014 sur salaire, emploi et protection sociale et pour laquelle nous oeuvrons à un élargissement unitaire.

En attendant, au nom de la Direction de l'UD, je vous souhaite à toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année. Qu'elles vous permettent à tous de trouver les ressources et l'énergie nécessaire pour construire nos luttes et, espérons le, nos victoires dès l'horizon 2014.

Jean Pascal Pradel
Membre du bureau de l'UD

Union Départementale des
Syndicats CGT de l'Allier
18 avenue Jules Ferry
03100 MONTLUCON
Michel BEAUNE -
Directeur de Publication
Site internet : www.cgt03.fr
Prix : 1 €
C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : ART ET NET
03190 Audes

LES POSTIERS DE L'ALLIER NE SE RÉSIGNENT PAS



Lettre « verte », suppressions de centres de tri et de bureaux de Poste avec à la clé des disparitions d'emplois, ça fait beaucoup ! Les Postiers, à l'appel de la CGT, ont mené en décembre plusieurs actions pour la défense du Service Public postal et dans l'intérêt de la population.

La lettre verte.

La Poste veut instaurer le tarif « écologique » comme la norme pour l'affranchissement du courrier : la lettre verte. La CGT FAPT alerte : cela revient à légitimer les suppressions d'emplois en particulier ceux de nuit dans les centres de tri, sous prétexte de veiller à la santé des agents !

Ce produit phare de La Poste a été lancé en octobre 2011, sous un prétexte écologique, vantant une baisse de 30 % des émissions de carbone par rapport à celles d'un courrier délivré en 24 heures.

La direction a des discours récurrents pour dire que les usagers ne sont plus attachés à recevoir leurs lettres le lendemain ! Pourtant, le J+1 est toujours la règle à La Poste, comme la distribution

du courrier 6 jours sur 7. Faire du J+2 ou J+3 la nouvelle norme pour la réception du courrier revient à légitimer les suppressions d'emplois de facteurs et le redécoupage de leurs tournées. Surchargés de travail, ces derniers ne peuvent parfois pas tout distribuer du jour pour le lendemain. Cette lettre verte donne à La Poste une marge de manœuvre pour restructurer. En dix ans, 80 000 emplois ont été supprimés. Le malaise social a même conduit des postiers au suicide en 2013.

La CGT refuse ces reculs.

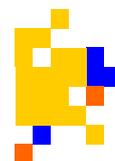
La CGT FAPT revendique un véritable service public moderne et rénové, avec la garantie du J+1 sur l'ensemble du territoire, ce qui nécessite la réouver-

ture des centres de tri départementaux.

La Poste continue sa casse du service public en voulant fermer 14 PIC (Plates-formes Industrielles de Courrier), les anciens centres de tri. Aussi un préavis de grève avait été déposé le 12 décembre pour dire non aux fermetures et oui à la création d'emplois nécessaires pour le respect du droit à la communication pour tous et partout. Déjà, le 26 novembre, les Postiers CGT réunis en CE à Montluçon s'étaient déployés devant le bureau de Poste Place Piquand et avaient recueilli 200 signatures en 2 heures sur leur pétition.

*Valérie Mannevy,
Secrétaire Générale du
Syndicat Départemental FAPT*

LE SYNDICAT CGT ADISSEO EN CONGRÈS



Réunis en Congrès, les syndiqués CGT d'Adisséo ont débattu de la situation nationale et de celle de leur entreprise. A Commeny comme ailleurs, profits patronaux, suppressions d'emplois et mauvaises conditions de travail sont la règle de l'employeur. Les arrêts de travail liés au stress et à la dépression se multiplient.

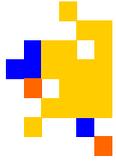
Face aux méthodes managéria-

les de la Direction et pour préparer les NAO de janvier, le syndicat appelle les salariés à plusieurs séquences d'action, dont des arrêts de travail. La nécessité du renforcement de la CGT n'est bien sûr pas oubliée, dans un syndicat qui compte 71 syndiqués actifs et 50 retraités. 9 nouvelles adhésions viennent d'être réalisées.

Le Congrès a réélu Hicham Rady Secrétaire Général.

Quelques jours après le Congrès, Jacques Maillot, fidèle syndiqué retraité qui y avait participé, est brutalement décédé. Echo-Flash adresse à sa famille ses sincères condoléances.

Michel Beaune



REPRENDRE LA MAIN

Dans un contexte économique et social très difficile, marqué par le chômage, les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, les salariés actifs et retraités sont en proie à la déception à propos du gouvernement, souvent la colère, parfois la désespérance. Le Patronat surfe sur cette situation en réclamant encore plus de cadeaux du gouvernement. Il est temps que le monde du travail trouve les voies et les moyens de se rassembler pour construire des mobilisations larges, unitaires et efficaces. Pour cela, la CGT a le rôle le plus important.

Le danger du populisme.

Bonnets rouges, jaunes, « pigeons », « poussins », professions libérales « asphyxiées », chaque semaine un nouveau groupe corporatiste trouve appellation pour se lamenter sur son sort et revendiquer ici de payer moins d'impôts, là moins de cotisations sociales, ailleurs la suppression de l'écotaxe pour continuer à polluer allègrement.

Face à la mollesse du gouvernement (et c'est peu dire) et à son renoncement à mettre en œuvre une véritable politique de gauche, beaucoup de gens perdent des repères et un certain nombre ont tendance à tomber dans le premier panneau qui leur est tendu. Ainsi, les patrons et les salariés, voire les licenciés, auraient les mêmes intérêts, il faudrait baisser massivement les impôts de tout le monde, réduire massivement le nombre de fonctionnaires ... bref, les vieilles ficelles des ultralibéraux.

AGENDA

Assemblées Générales de Janvier :

- ♦ Vichy : à l'UL le 7 à 14h30.
- ♦ Saint-Pourçain-Vareennes : à l'UL le 9 à 14h00.
- ♦ Moulins : au Colisée le 14 à 14h00
- ♦ Montluçon : salle des Cheminots le 15 à 14h00.

Réinvestir le débat idéologique.

À la suite d'une alternance politique droite-gauche, tout est toujours plus difficile : les mobilisations pénalisées par l'attentisme, la division syndicale, la déception face aux promesses non-tenues. Le syndicalisme et surtout la CGT dit redoubler d'efforts pour réaffirmer ses revendications et ses propositions, afin que les salariés soient éclairés et disponibles pour s'engager dans des mobilisations.

Le 7 novembre, le CCN de la CGT a décidé d'un processus d'action avec plusieurs étapes : une campagne sur le coût du Capital, avec des tracts 4 pages, un diaporama, afin d'armer les militants pour qu'ils aillent plus facilement au contact des salariés, passage obligé pour réussir à créer des mouvements de masse. Ensuite une journée d'action nationale interprofessionnelle le 6 février pour les salaires, l'emploi, la Protection Sociale. Pour l'instant, la CGT part seule mais dans les semaines à venir il faut travailler à convaincre d'autres organisations syndicales à nous suivre, car l'aspiration du tous ensemble parmi les salariés est toujours aussi forte.

Concrètement dans l'Allier.

La CE de l'UD du 9 décembre a estimé indispensable de réunir le maximum de militants CGT

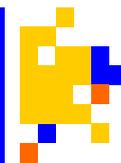
début janvier. Ainsi, des assemblées générales auront lieu dans les UL.

Par ailleurs, une demi-journée d'étude sur la fiscalité se tiendra le 21 janvier au centre du département, et une autre en février sur le coût du Capital.

Permettre au maximum de militants de participer à ces initiatives passe par l'inscription dès maintenant dans les agendas et une large information. Des militants bien informés, formés et donc plus à l'aise dans la situation actuelle difficile, c'est la garantie pour la CGT de reprendre la main et d'enclencher le mouvement pour inverser le cours des choses.

Michel Beaune.

Eric Guiraud, militant CGT, conseiller prud'homal à Moulins pendant de nombreuses années, et Fernand Chenu, ancien secrétaire général des retraités CGT de l'hôpital de Moulins Yzeure, et co-fondateur de l'Institut d'Histoire Sociale du Bourbonnais, nous ont récemment quitté. Nos pensées vont à leurs familles et proches, qu'ils soient assurés de notre sympathie dans ces moments douloureux.

**POUR UNE INSPECTION DU TRAVAIL INDÉPENDANTE,
GÉNÉRALISTE ET DE PROXIMITÉ.**

Michel Sapin, ministre du travail, a présenté en septembre 2013 un projet de réforme de l'Inspection du Travail. Arrêtons-nous un instant sur les contours de cette nouvelle réforme et sur les conséquences dans notre département.

**Une réforme
inadaptée.**

Le Ministère du Travail a engagé une importante réforme dite « ministère fort », impactant les services de contrôle de l'Inspection du Travail.

L'Inspection du Travail est un service public essentiel pour protéger les salariés des abus du Patronat.

Son autorité repose sur trois critères essentiels :

- ◆ Son indépendance, assurée par la convention 81 de l'Organisation Internationale du Travail.
- ◆ Sa fonction généraliste, qui lui permet une présence dans toutes les entreprises.
- ◆ Son maillage territorial de proximité qui la rend accessible à tous.

Telle qu'elle est aujourd'hui, la réforme remet en cause ces critères. Elle provoquerait immanquablement un bouleversement parmi le Personnel, et un danger pour la protection des salariés : remise en cause de l'indépendance du corps de l'Inspection du Travail, transformation des missions avec moins de contrôle dans les entreprises, notamment dans les très petites, désorganisation du maillage territorial...

Sous couvert d'une évolution

de carrière d'une partie des agents, une vraie menace continue de peser sur les effectifs de contrôle et les autres personnels.

Ce dont a besoin l'Inspection du Travail, c'est de moyens humains pour assurer ses missions de contrôle, c'est le doublement des sections pour être encore plus proche des salariés, c'est la reconnaissance du travail des agents de contrôle, avec notamment un véritable déroulement de carrière pour les catégories A, B et C.

**L'Allier n'est pas
épargnée.**

Les services de l'Inspection du Travail de l'Allier ont perdu près de 15 % des effectifs sur les 2 dernières années. Sur 12 agents de contrôle restant, 2 sont absents des services pour cause de formation liée à la réforme et ne reprendront pas leur poste avant juillet 2014, au plus tôt sans certitude de leur retour dans le département, ce qui implique un effectif actuel près de 29 % inférieur à celui de décembre 2011.

D'autre part, le projet de réforme pour l'Allier consiste à créer 12 sections d'inspection (composées chacune d'un agent) au sein d'une unité de contrôle appelée UC. De plus, des sections d'inspection du travail spécialisées vont être créées au niveau régional (travail illégal...) sans effectifs

supplémentaires et avec un effectif de référence 2014 en baisse par rapport à 2013. Ainsi, si des agents de l'Allier se positionnent sur une section régionale spécialisée, nous perdrons des effectifs dans le département de l'Allier, ce qui aura pour conséquence la suppression de section d'inspection et le report de la charge de travail sur les autres agents déjà en poste.

Le plan Sapin et la réforme de l'Inspection du travail n'est qu'une mascarade pour masquer des baisses d'effectifs et pour mettre en place une ligne hiérarchique via les RUC (responsable d'unité de contrôle) pour limiter l'indépendance des agents de contrôle et les rendre plus fragiles vis-à-vis des pressions indues (à la fois du Patronat et des pouvoirs politiques).

La modification sans précédent du fonctionnement et des missions de l'Inspection du Travail voulue par cette réforme aurait nécessité une consultation interprofessionnelle. Aussi, la CGT demande au Ministre du Travail une véritable concertation avec les organisations syndicales.

Votre journal Echo-Flash de l'Allier reviendra dans un prochain numéro sur les conséquences de cette réforme dans l'Allier en interrogeant un contrôleur du travail de notre département.

Laurent Indrusiak



LA PRÉPARATION, C'EST MAINTENANT.

Le Congrès de l'Union Départementale CGT de l'Allier se tiendra les 5 et 6 mars 2014 au Palais du Lac à Vichy.

Un Congrès est un pan important dans le fonctionnement d'une organisation de la CGT : où on fait le bilan du mandat écoulé, on prend des décisions pour les 3 années à venir. C'est donc un moment fort dans notre activité qui nécessite un travail soutenu en amont. Nous vous proposons un bilan d'étape sur sa préparation.

Des commissions au travail.

Travailler à la composition de la future direction : c'est la tâche de la Commission des candidatures. Veiller au rajeunissement, tendre à la parité, à l'équilibre entre public et privé, faire en sorte que chaque territoire de notre département soit représenté : voilà entre autres le travail qui incombe à cette commission. Une première réunion de travail est prévue début janvier.

Mandats et votes : une commission d'avant congrès a été mise en place. Gisèle Bascoulergue, Didier Blondet, Patrick Duquesne et Michel Beaune auront la tâche de calculer le nombre de délégués et nombre de voix pour chaque syndicat. A ce sujet un premier courrier a été envoyé précisant aux secrétaires de syndicats les règles. Comme le prévoient les statuts, le nombre de voix attribué à chaque syndicat correspond à la somme des cotisations versées à CoGéTise. Pour ce congrès, nous avons décidé de prendre en compte les exercices 2010, 2011, 2012, 2013 fixant comme date butoir le 31 janvier 2014 pour les derniers versements. (Précision : pour les syndicats nouvellement créés, la règle est adaptée en tenant compte de la date de création du syndicat).

Visite des syndicats.

Afin de préparer au mieux notre congrès, qui est un moment important, nous avons décidé un plan de visite des syndicats à réaliser en amont.

Echanger sur l'actualité revendicative, comment mieux travailler ensemble ? Mieux faire connaître le rôle de notre UD ? Comment celle-ci est perçue par les syndicats ? Voilà les questions que nous nous proposons d'aborder lors de nos rencontres. Les camarades de l'UD restent disponibles pour aller à la rencontre de syndicats qui nous inviteront. Cela a été le cas pour ADISSEO lors de leur congrès, et aussi lors des CE des cheminots de Montluçon et l'hôpital de Montluçon, du syndicat FAPT. Le syndicat départemental des finances publiques nous invite lors de leur CE du 7 janvier prochain.

Un Congrès, c'est aussi bien d'autres points à traiter.

Le document préparatoire qui s'adresse statutairement aux syndiqués est en cours de réalisation avec deux thèmes principaux : salaires et qualité de vie syndicale. La direction de l'UD sortante a travaillé à définir les grandes lignes portées dans le

document. Un collectif de rédaction a été mis en place et s'est réuni le 6 décembre. Il se réunira à nouveau le 13 janvier pour une mise à disposition du document préparatoire aux syndicats le 5 février au plus tard.

La logistique c'est aussi important.

Celle-ci sera confiée à l'Union Locale de Vichy.

Un Congrès c'est aussi l'occasion d'inviter nos partenaires. Une dizaine a été contactée.

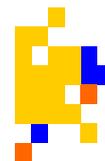
Comme vous pouvez le constater, un Congrès c'est un gros travail de préparation, il est donc indispensable que chaque syndicat joue le jeu et s'implique dans la préparation pour la réussite de notre 60^{ème} Congrès.

Laurent Indrusiak

Info flash

Victoire :
relaxe totale pour
les 5 de Roanne lors
du jugement du
17 décembre 2013.

DÉCISIONS DE CONGRÈS CONFÉDÉRAUX : UN SYNDIQUÉ, UN FORMÉ



Une action syndicale essentielle, un outil au service de l'organisation syndicale et de ses syndiqués :

- ◆ Pour connaître la CGT, son organisation, ses structures, son fonctionnement,
- ◆ pour posséder les outils permettant de maîtriser le mandat délégué,
- ◆ pour connaître les différents droits et les mettre collectivement au service des salariés,
- ◆ pour mieux faire naître la revendication dans l'entreprise et la faire fructifier,
- ◆ pour comprendre les enjeux syndicaux de notre société,
- ◆ pour être en capacité d'expliquer aux salariés la nécessité d'une activité syndicale et revendicative.

Plan de formation Syndicale de l'Union Départementale CGT de l'Allier 2014

CHSCT	12 au 16 mai
Niveau 2 ◆ 1 ^{ère} partie ◆ 2 ^{ème} partie	23 au 27 juin 3 au 7 novembre
ECO / CE	20 au 24 octobre
Conseillers du salarié	17 au 19 février
Journée d'étude santé/travail	Début juillet
Journée d'étude fiscalité	21 janvier

Prudis-CGT

(stages qui ne concernent que les conseillers prud'hommes).

Session 1 Code du Travail (rattrapage)	20 au 24 janvier
Session 2 (rattrapage)	3 au 7 février
Référé	24 au 28 février
Savoirs faire	24 au 28 mars
Session 3 modules 1 et 2 (rattrapage)	2 au 6 juin
Session 3 module 3	29 au 3 octobre
Instruction d'une affaire	8 au 12 décembre

Dans les Unions Locales

◆ UL Vichy

- Stage 1er Niveau : 19 au 23 mai
- Stage d'Accueil : 14 et 15 avril

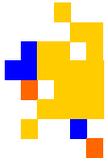
◆ UL Moulins

- Stages 1er Niveau : 24 au 28 mars
17 au 21 novembre
- Stages d'Accueil : 4 mars
27 mai
16 septembre
9 décembre

- Stage Elus et Mandatés : 19 et 20 mai
- Stage Communication : 29, 30 septembre
et 1er octobre

◆ UL Montluçon

- Stage Accueil : 27 et 28 février
- Code du Travail : 16 et 17 avril
- Stage 1er Niveau : 16 au 20 juin
- Communication : 9 et 10 octobre
- Stage DP : 19 et 20 novembre



TOUS ENSEMBLE POUR DÉFENDRE LES SALARIÉS : ALLIER, ISÈRE ET FÉDÉRATION DE LA CHIMIE

En arrivant à Montluçon par le quartier de la Loue, juste avant Dunlop, on peut apercevoir des monceaux de plastiques qui arborescent le paysage...

L'entreprise de recyclage Polival a commencé son activité il y a environ un an mais très vite elle s'est retrouvée en difficulté. Dans le cadre du redressement judiciaire une salariée a été mandatée par les salariés pour les représenter. L'UL de Montluçon s'est déclarée disponible pour accompagner et aider les salariés dans cette période difficile. Au printemps l'entreprise a trouvé un repreneur "My team", patron d'une entreprise Team Tex de 250 salariés qui fabrique des sièges auto pour enfants dans la région grenobloise.

La CGT a demandé la tenue d'élections et interpellé l'Inspection du Travail afin de faire respecter le droit en matière d'Institution Représentative du Personnel. L'employeur, sans surprise, prendra tout son temps pour se mettre en conformité.

Le patron, M. Nania se complait à menacer des salariés allant jusqu'à faire des remarques très stéréotypées liées au fait qu'elles soient des femmes.

Les salariés subissent des conditions de travail à peine croyables : températures dans les ateliers, humidité, tenue de travail insuffisantes et non adaptées, harcèlement, mépris, horaires....

Pour leurs venir en aide, nous

avons en concertation avec la fédération de la Chimie décidé de révéler cette situation, ici à Montluçon mais aussi sur le site de Grenoble qui est lié à l'activité de recyclage puisqu'ils récupèrent les granules de plastique pour assurer la fabrication des sièges autos. Nous allons conjointement : UD Allier, UL de Montluçon, UD de l'Isère et Fédération de la chimie produire un tract qui sera distribué le même jour à la même heure sur les 2 sites. Notre meilleur moyen de protéger les salariés c'est de les sensibiliser afin de construire un vrai rapport de force qui permettra de faire progresser les conditions de travail et de faire appliquer le droit.

Eléna Blond

4 bureaux à votre service

30 boulevard Gambetta
(siège social)
03207 VICHY Cedex
Tél. 04 70 31 41 18

73 avenue de la République
03100 MONTLUÇON
Tél. 04 70 05 89 15

87 rue d'Allier
03000 MOULINS
Tél. 04 70 46 22 57

16 rue Saint-Genès
63000 CLERMONT-FERRAND
Tél. 04 73 16 13 12

www.mutuelle-mfca.fr

Mutuelle régie par le Code de la Mutualité
et soumise aux dispositions du Livre II
[NSEE n° 309 705 994]

Mutuelle Familiale Centre-Auvergne